

Discours de Barack Obama à l'académie militaire de West Point

par Barack Obama

RÉSEAU VOLTAIRE | 28 MAI 2014

ENGLISH ESPAÑOL РУССКИЙ عربي



Je vous remercie. (Applaudissements.) Merci beaucoup. Merci. Et merci, général Caslen, de cette présentation

* * * *

... Lors de mon premier discours à West Point, en 2009 [1], nous avons encore plus de 100.000 soldats en Irak. Nous nous apprêtions à envoyer des renforts en Afghanistan. Nos efforts anti-terroristes ciblaient le leadership principal d'Al-Qaïda – ceux qui étaient responsables des attentats du 11-Septembre. Et notre pays commençait seulement à remonter la pente après la pire crise économique qu'il ait connue depuis la Grande Dépression.

Quatre ans et demi plus tard, à l'heure où vous recevez vos diplômes, le paysage a bien changé. Nous avons retiré nos troupes de l'Irak. Nous mettons fin progressivement à la guerre en Afghanistan. Le leadership d'Al-Qaïda, dans la région frontalière entre le Pakistan et l'Afghanistan, a été décimé, et Oussama Ben Laden n'est plus. (Applaudissements.) Et tout au long, nous avons réorienté nos investissements vers ce qui a toujours été une source

principale de force pour l'Amérique, à savoir une économie en croissance à même de fournir des possibilités à quiconque est prêt à travailler dur et à assumer ses responsabilités ici même.

En fait, à bien des égards, l'Amérique a rarement été aussi forte par rapport au reste du monde. Ceux qui prétendraient le contraire – qui suggéreraient que l'Amérique est en déclin, ou que son leadership dans le monde s'amenuise – sont en train soit de mal interpréter l'histoire, soit de faire de la politique politicienne. Réfléchissez-y. Nos forces armées sont inégalées [2]. La probabilité d'une menace directe contre nous provenant de quelque pays que ce soit est faible et sans mesure avec les dangers auxquels nous faisons face lors de la Guerre froide.

Qui plus est, notre économie demeure la plus dynamique au monde ; nos entreprises sont les plus innovatrices. D'année en année, notre indépendance énergétique s'accroît. De l'Europe à l'Asie, nous sommes le centre d'alliances inédites dans l'histoire des nations. L'Amérique continue d'attirer des immigrants pleins d'élan. Les valeurs sur lesquelles notre pays a été fondé sont une inspiration pour des leaders dans des parlements et pour de nouveaux mouvements qui voient le jour sur des places publiques dans le monde entier. Et lorsqu'un typhon frappe les Philippines, que des écolières sont enlevées au Nigeria ou que des hommes armés occupent un bâtiment en Ukraine, c'est vers l'Amérique que le monde se tourne pour trouver de l'aide. (Applaudissements.) Les États-Unis sont donc et demeurent une nation indispensable. Cela était vrai au cours du siècle écoulé et cela le restera au siècle prochain.

Mais le monde change à une vitesse qui s'accélère. Cela présente des possibilités mais aussi de nouveaux dangers. Nous savons tous très bien comment, après le 11-Septembre, la technologie et la mondialisation ont mis des moyens, jusque-là réservés aux États, entre les mains des particuliers, ce qui a renforcé les capacités des terroristes de faire le mal. L'agression de la Russie contre d'anciens États soviétiques trouble les capitales européennes, tandis que l'essor économique et l'expansion militaire de la Chine inquiètent ses voisins. Du Brésil à l'Inde, une classe moyenne montante nous

fait concurrence, et des gouvernements cherchent à s'imposer davantage dans les forums mondiaux. Et à l'heure même où les pays en développement adoptent la démocratie et l'économie de marché, l'information en continu et les médias sociaux font qu'il est impossible d'ignorer les conflits sectaires qui se poursuivent, les États en déliquescence et les soulèvements populaires qui, il y a une génération, auraient à peine retenu l'attention.

C'est à votre génération que revient la tâche de répondre à ce monde nouveau. La question à laquelle nous faisons face, celle à laquelle chacun de vous aura à répondre, n'est pas de savoir si l'Amérique montrera la voie mais comment nous le ferons – non seulement pour assurer notre paix et notre prospérité, mais aussi pour élargir la paix et la prospérité au reste du monde.

Cette question n'est pas nouvelle. Elle remonte au moins à l'époque où George Washington était commandant-en-chef et que d'aucuns mettaient en garde contre des interventions à l'étranger lorsque la situation n'affectait pas directement notre sécurité ou notre bien-être économique. Aujourd'hui, selon ceux qui se disent réalistes, ce n'est pas à nous de trouver des solutions aux conflits en Syrie, en Ukraine ou en République centrafricaine. Et, ce n'est pas étonnant, après des guerres qui ont coûté cher et des défis encore à relever chez nous, beaucoup d'Américains partagent cet avis.

En revanche, les interventionnistes, de la gauche comme de la droite, disent qu'ignorer ces conflits ne se fera qu'à notre risque et péril ; que c'est la disposition de l'Amérique à recourir à la force qui est l'ultime rempart contre le chaos de par le monde ; et que l'inaction de l'Amérique face à la brutalité syrienne et aux provocations de la Russie est une atteinte à notre conscience et une invitation à l'escalade des agressions dans l'avenir.

Et chaque côté peut citer l'histoire à l'appui de ses déclarations. Mais je crois qu'aucune de ces positions ne répond entièrement aux exigences de l'heure. Il est absolument vrai qu'au XXI^e siècle, l'isolationnisme américain n'est pas une option. Nous n'avons pas le choix de feindre d'ignorer ce qui se passe au-delà de nos frontières. Si du matériel nucléaire n'est pas sécurisé, cela

représente un danger pour des villes américaines. Quand la guerre civile syrienne se propage au-delà des frontières du pays, la capacité des groupes extrémistes aguerris de nous prendre pour cible ne fera que s'accroître. Une agression régionale qui n'entraîne pas de réaction – que ce soit dans le sud de l'Ukraine ou en mer de Chine méridionale, ou partout ailleurs dans le monde – aura au bout du compte des conséquences sur nos alliés et pourrait finir par impliquer nos forces armées. Nous ne pouvons pas ignorer ce qui se passe au-delà de nos frontières.

Outre ces raisonnements spécifiques, je crois qu'il est vraiment dans notre intérêt, que c'est un intérêt constant, de faire le nécessaire pour que nos enfants et nos petits-enfants grandissent dans un monde où des écolières ne sont pas enlevées et où des personnes ne sont pas massacrées en raison de leur tribu, de leur foi ou de leur opinion politique. Je suis convaincu qu'un monde où règnent plus de liberté et de tolérance est non seulement un impératif moral, mais aussi un monde qui contribue à notre sécurité.

Mais dire que nous avons intérêt à promouvoir la paix et la liberté au-delà de nos frontières ne signifie pas que tout problème a une solution militaire. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, certaines de nos erreurs les plus coûteuses sont venues non pas de notre retenue, mais de notre disposition à nous précipiter dans des aventures militaires sans réfléchir à toutes les conséquences – sans mobiliser un appui international et établir la légitimité de notre action ; sans expliquer franchement au peuple américain les sacrifices requis. Les propos sévères font souvent la une des journaux, mais la guerre se conforme rarement aux slogans. Comme le général Eisenhower, ayant tout appris de première main sur le sujet, l'a déclaré lors d'une cérémonie en 1947 : « La guerre est la folie la plus tragique et la plus stupide de l'humanité ; viser ou conseiller délibérément sa provocation est un crime odieux contre toute l'humanité. »

* * * *

En un mot, voilà ce que je dis : l'Amérique doit toujours montrer la voie sur la scène internationale. Si nous ne le faisons pas,

personne ne le fera. L'armée dont vous êtes devenus membres est, et sera toujours, l'épine dorsale de ce leadership. Mais une intervention militaire américaine ne peut pas être la seule – ni même la principale – composante de notre leadership en toutes circonstances. Ce n'est pas parce qu'on a le meilleur marteau qu'on doit voir chaque problème comme un clou. Et parce que les coûts de toute action militaire sont si élevés, vous devez exiger de tout dirigeant civil – et en particulier de votre commandant-en-chef – qu'il indique clairement la manière dont ce pouvoir extraordinaire sera utilisé.

Avec le temps qui me reste, je voudrais vous décrire comment je vois les États-Unis d'Amérique et nos forces armées montrer la voie dans les années à venir, car vous ferez partie de ce leadership.

D'abord, je tiens à répéter un principe que j'ai énoncé au début de mon mandat présidentiel : les États-Unis feront usage de la force militaire, unilatéralement lorsque cela s'impose, quand nos intérêts cruciaux l'exigent – lorsque notre peuple est menacé, lorsque nos moyens d'existence sont en jeu, lorsque la sécurité de nos alliés est en danger. Dans ces circonstances, nous nous poserons toujours les mêmes questions difficiles pour savoir si nos actions sont bien proportionnées, efficaces et justes. L'opinion internationale compte, mais l'Amérique ne doit jamais demander la permission de protéger notre peuple, notre patrie ou notre mode de vie. (Applaudissements.)

En revanche, lorsque des problèmes à l'échelle mondiale ne constituent pas une menace directe pour les États-Unis, lorsque des problèmes de ce genre sont en jeu – quand une nouvelle crise tiraille notre conscience ou met le monde sur une voie plus dangereuse sans pour autant nous menacer directement – la barre pour une intervention militaire doit alors être placée plus haut. Dans de telles circonstances, nous ne devons pas agir seuls. Nous devons plutôt mobiliser nos alliés et partenaires pour entreprendre une action collective. Nous devons élargir la gamme de nos outils pour y inclure la diplomatie et le développement ; les sanctions et l'isolement ; les appels au droit international ; et, si elle se révèle juste, nécessaire et efficace, l'action militaire multilatérale. Dans

ces cas-là, nous devons travailler avec d'autres car l'action collective dans de telles circonstances sera plus susceptible d'aboutir, plus susceptible d'être soutenue, moins susceptible de conduire à des erreurs coûteuses.

Voilà qui m'amène à mon second point : jusque dans un avenir prévisible, la menace la plus directe à l'Amérique, chez nous et à l'étranger, reste le terrorisme. Mais une stratégie qui consiste à envahir tous les pays qui abritent des réseaux terroristes est naïve et elle n'est pas durable. J'estime que nous devons réorienter notre stratégie de lutte contre le terrorisme – en tirant les leçons des succès et des insuffisances de notre expérience en Irak et en Afghanistan – pour établir des partenariats plus efficaces avec les pays où des réseaux terroristes cherchent à prendre pied.

La nécessité d'une nouvelle stratégie reflète le fait que la menace principale aujourd'hui ne provient plus d'un leadership centralisé d'Al-Qaïda. Elle provient au contraire de groupes affiliés à Al-Qaïda et d'extrémistes, décentralisés, et dont le programme d'action de beaucoup a trait aux pays dans lesquels ils opèrent. Cela réduit la possibilité d'une attaque de grande ampleur contre notre patrie, comme celle du 11-Septembre, mais cela accroît le danger d'attaques contre du personnel des États-Unis à l'étranger, comme on l'a vu à Benghazi. Cela accroît le danger pour les cibles moins faciles à défendre, comme on l'a vu dans le cas du centre commercial à Nairobi.

Nous devons donc formuler une stratégie qui corresponde à cette menace diffuse – une stratégie qui étende notre portée sans que nous ayons à envoyer des forces dont le déploiement est une charge trop lourde pour notre armée ou attise le ressentiment des populations locales. Nous avons besoin de partenaires avec nous pour combattre les terroristes. Donner des moyens d'action aux partenaires, c'est en grande partie ce que nous avons fait et continuons à faire en Afghanistan.

Avec ses alliés, l'Amérique a porté de terribles coups au noyau d'Al-Qaïda et repoussé une insurrection qui menaçait de s'emparer du pays. Mais le maintien de ces progrès dépend du degré auquel les Afghans pourront faire le travail. C'est pour cette raison que

nous avons formé des centaines de milliers de soldats et de policiers afghans. Cette année, au printemps, ces forces, ces forces afghanes, ont assuré le bon déroulement d'une élection au cours de laquelle les Afghans ont voté pour la première passation démocratique du pouvoir dans les annales de leur pays. Et à la fin de l'année, un nouveau président afghan sera au pouvoir, et la mission de combat de l'Amérique sera terminée. (Applaudissements)

C'était un exploit considérable, rendu possible grâce aux forces armées de l'Amérique. Maintenant que nous sommes en train de passer à une mission de formation-conseil en Afghanistan, notre présence réduite nous permet de nous attaquer plus efficacement aux menaces naissantes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Dès lors, cette année, j'ai demandé à mon équipe de sécurité nationale de formuler un plan pour constituer un réseau de partenariats de l'Asie du Sud au Sahel. Aujourd'hui, dans le cadre de cet effort, je demande au Congrès d'approuver un nouveau Fonds, le Fonds de partenariats contre le terrorisme, à hauteur de 5 milliards de dollars, ce qui nous permettra de dispenser des formations, de renforcer les capacités et de faire office de facilitateur dans les pays partenaires en première ligne. Ces ressources nous donneront la souplesse nécessaire pour exécuter différentes missions, y compris l'entraînement des forces de sécurité au Yemen qui sont passées à l'offensive contre Al-Qaïda, le soutien à une force multinationale pour maintenir la paix en Somalie, le travail avec les alliés européens pour former en Libye des forces de sécurité et une police des frontières opérationnelles, ou encore l'aide aux opérations françaises au Mali.

La crise actuelle en Syrie sera un volet essentiel de cette démarche. Aussi frustrant que ce soit, il n'y a pas de réponse facile, pas de solution militaire qui puisse éliminer de si tôt les terribles souffrances. En tant que président, j'ai pris la décision de ne pas envoyer de troupes américaines au milieu de cette guerre de plus en plus sectaire, et je pense que cette décision est la bonne. Mais cela ne veut pas dire qu'on ne doit pas aider le peuple syrien à tenir tête à un dictateur qui bombarde et affame son peuple. Et en aidant ceux qui se battent pour le droit de tous les Syriens d'être

les artisans de leur avenir, nous faisons aussi reculer le nombre croissant d'extrémistes qui trouvent refuge dans le chaos.

Avec les ressources supplémentaires que j'annonce aujourd'hui, nous allons intensifier nos efforts pour soutenir les voisins de la Syrie — la Jordanie et le Liban, la Turquie et l'Irak – qui gèrent le problème des réfugiés. Je vais travailler avec le Congrès pour accroître le soutien aux éléments de l'opposition syrienne qui offrent la meilleure alternative aux terroristes et à un dictateur brutal. En outre, nous continuerons à collaborer avec nos amis et alliés en Europe et dans le monde arabe en vue d'une solution politique à cette crise et pour veiller à ce que ces pays, et pas seulement les États-Unis, assument une part équitable des mesures de soutien au peuple syrien.

Je voudrais mentionner un dernier point au sujet de nos efforts contre le terrorisme. Les partenariats que j'ai décrits n'éliminent pas la nécessité d'intervenir directement, quand c'est nécessaire, pour nous protéger. Quand nous avons des renseignements exploitables, c'est ce que nous faisons – en exécutant des opérations de capture comme celle qui a permis de traduire en justice un terroriste impliqué dans les attentats à la bombe contre nos ambassades en 1998, ou les frappes de drones comme celles que nous avons menées au Yémen et en Somalie. Il y a des moments où ces actions sont nécessaires, et nous n'avons pas droit à l'hésitation quand il s'agit de protéger notre peuple.

Mais comme je l'ai dit l'année dernière, quand nous intervenons directement, nous devons respecter les normes qui reflètent nos valeurs. Cela signifie ordonner des frappes uniquement lorsque nous sommes confrontés à une menace constante et imminente, et uniquement lorsque l'absence de pertes parmi les civils est (. . .) une quasi-certitude. Car nos actions doivent satisfaire à une condition simple : nous ne devons pas créer plus d'ennemis que nous en éliminons sur le champ de bataille.

Par ailleurs, je crois que nous devons être plus transparents en ce qui concerne aussi bien le fondement de nos mesures de lutte antiterroriste que la manière dont nous les exécutons. Nous devons pouvoir les expliquer publiquement, qu'il soit question de frappes

de drones ou de la formation de nos partenaires. Je vais compter de plus en plus sur nos forces armées pour qu'elles prennent l'initiative de fournir des informations au public sur nos efforts. Nos milieux du renseignement ont fait un travail remarquable, et nous devons continuer à protéger nos sources et nos méthodes. Mais quand nous ne pouvons pas expliquer nos efforts clairement et publiquement, nous nous exposons à la propagande des terroristes et à la méfiance de la communauté internationale, nous érodons notre légitimité aux yeux de nos partenaires et de notre population, et nous rendons notre gouvernement moins responsable.

Cette question de transparence concerne directement un troisième aspect de notre leadership américain : je veux parler de notre action visant à renforcer et à faire respecter l'ordre international.

Après la seconde guerre mondiale, l'Amérique a eu la sagesse de forger des institutions qui puissent préserver la paix et soutenir le progrès humain – de l'OTAN aux Nations unies, de la Banque mondiale au FMI. Ces institutions ne sont pas parfaites, mais elles ont eu un effet multiplicateur. Elles réduisent le besoin d'une action unilatérale de la part de l'Amérique et accroissent la retenue des autres nations.

Tout comme le monde a changé, cette architecture doit elle aussi changer. Au plus fort de la guerre froide, le président Kennedy a parlé de la nécessité d'une paix fondée sur « une évolution progressive des institutions humaines ». Faire évoluer des institutions internationales pour répondre aux exigences d'aujourd'hui doit être une composante essentielle du leadership américain.

Il y a beaucoup de sceptiques qui minimisent l'efficacité de l'action multilatérale. Pour eux, agir en passant par des institutions internationales telles que l'ONU ou respecter le droit international est un signe de faiblesse. Je crois qu'ils ont tort. Je vais vous en donner deux exemples.

En Ukraine, les actions récentes de la Russie rappellent les jours où des chars d'assaut soviétiques ont fait leur entrée en Europe de

l'Est. Mais nous ne sommes plus à l'époque de la guerre froide. Le fait d'avoir pu façonner l'opinion mondiale a contribué à isoler la Russie sans tarder. Grâce au leadership américain, le monde a immédiatement condamné les actions de la Russie ; l'Europe et le G7 se sont joints à nous pour imposer des sanctions ; l'OTAN a renforcé notre engagement envers nos alliés d'Europe de l'Est ; le FMI participe à la stabilisation de l'économie ukrainienne ; des observateurs de l'OSCE ont braqué les yeux du monde sur des parties instables de l'Ukraine. Et cette mobilisation de l'opinion mondiale et des institutions internationales a servi de contrepoids à la propagande russe et aux troupes russes à la frontière ainsi qu'aux miliciens armés et cagoulés.

Le weekend dernier, des millions d'Ukrainiens se sont rendus aux urnes. Hier, j'ai parlé à leur prochain président. Nous ne savons pas quelle tournure va prendre la situation, et de graves difficultés persistent à l'horizon, mais le fait de présenter un front commun avec nos alliés pour la défense du droit international et de travailler avec des institutions internationales a donné au peuple ukrainien la possibilité de choisir son avenir sans que nous ayons eu à tirer un coup de feu.

De même, malgré les avertissements fréquents des États-Unis, d'Israël et d'autres, le programme nucléaire iranien a progressé régulièrement pendant des années. Mais au début de mon mandat, nous avons réuni une coalition qui a imposé des sanctions contre l'économie iranienne tout en tendant la main de la diplomatie au gouvernement iranien. Nous avons maintenant une occasion de résoudre nos différences de manière pacifique.

La partie est encore loin d'être gagnée, et nous nous réservons toutes les options pour empêcher l'Iran de se procurer une arme nucléaire. Mais pour la première fois en dix ans, nous avons une chance très réelle de parvenir à un accord capital – un accord plus efficace et plus durable que celui qu'on aurait obtenu par le recours à la force. Tout au long de ces négociations, c'est notre disposition à agir par le biais des voies multilatérales qui a fait que le monde est resté à nos côtés.

C'est ça, le leadership américain. C'est ça, la force américaine.

Dans chaque cas, nous avons forgé des coalitions pour répondre à un défi précis. Maintenant, nous devons faire plus pour renforcer les institutions qui peuvent prévoir les problèmes et prévenir leur propagation. L'OTAN, par exemple, est l'alliance la plus robuste que le monde ait jamais connue. Mais nous travaillons maintenant avec des alliés de l'OTAN pour exécuter de nouvelles missions, aussi bien en Europe même où nos alliés de l'Est doivent être rassurés que par-delà les frontières de l'Europe où nos alliés de l'OTAN doivent fournir leur part d'efforts pour contrer le terrorisme, réagir face aux États en complète déliquescence et former un réseau de partenaires.

De même, l'ONU constitue une plate-forme qui sert à garder la paix dans les États déchirés par un conflit. Nous devons veiller à ce que les pays qui fournissent des continents de casques bleus ont la formation et l'équipement nécessaires au maintien effectif de la paix, ce qui peut permettre d'éviter le type d'exécutions dont on a été témoins au Congo et au Soudan. Nous allons investir davantage dans les pays qui soutiennent ces missions de maintien de la paix, parce que quand les pays assurent le maintien de l'ordre chez eux, on risque moins de devoir envoyer nos soldats et les exposer au danger. C'est un investissement qui a du sens. C'est comme ça qu'il faut diriger. (Applaudissements)

N'oubliez pas que les normes internationales n'ont pas toutes directement trait aux conflits armés. Les cyber-attaques posent un sérieux problème ; c'est pour cela que nous nous appliquons à façonner et à faire respecter un code de conduite destiné à sécuriser nos réseaux et nos citoyens. Dans la région Asie-Pacifique, nous soutenons les pays de l'Asie du Sud-Est dans leur négociation d'un code de conduite avec la Chine sur les différends maritimes en mer de Chine méridionale. Nous nous employons à résoudre ces litiges par le biais du droit international. Cet esprit de coopération doit dynamiser l'effort mondial de lutte contre le changement climatique - une crise qui mine progressivement notre sécurité nationale et qui affectera votre service sous les drapeaux, parce que nous serons appelés à faire face aux flux de réfugiés, aux catastrophes naturelles, aux conflits liés à l'eau et aux vivres. Voilà pourquoi l'année prochaine je

veillerai à ce que l'Amérique soit en première ligne pour mettre en place un cadre mondial propre à préserver notre planète.

En effet, l'influence de l'Amérique est toujours plus forte quand nous donnons l'exemple. Nous ne pouvons pas nous dispenser des règles qui s'appliquent à tous les autres. Nous ne pouvons pas demander à d'autres de s'engager à combattre le changement climatique quand tant de nos chefs de file politiques nient son existence. Nous ne pouvons pas essayer de résoudre les problèmes en mer de Chine méridionale quand nous n'avons pas tout fait pour que la Convention du droit de la mer soit ratifiée par le Sénat, et ce quand les plus hauts gradés de nos officiers disent que ce traité rehausse notre sécurité nationale. Ce n'est pas faire preuve de leadership ; c'est battre en retraite. Ce n'est pas de la force ; c'est de la faiblesse. Ce serait complètement étranger à des dirigeants comme Roosevelt et Truman, Eisenhower et Kennedy.

Je crois jusqu'au fond de moi à l'exceptionnalisme américain. Mais ce qui nous rend exceptionnels, ce n'est pas de pouvoir faire fi des normes internationales et de l'État de droit ; c'est d'être disposés à les affirmer à travers nos actions. (Applaudissements) Voilà pourquoi je vais continuer à faire pression pour fermer Gitmo – parce que les valeurs et les traditions juridiques américaines ne permettent pas la détention indéfinie de personnes en dehors de nos frontières. (Applaudissements) Voilà pourquoi nous mettons en place de nouvelles restrictions sur la collecte et l'utilisation de données du renseignement par l'Amérique – parce que nous aurons moins de partenaires et que nous serons moins efficaces si les gens en arrivent à croire que nous menons des opérations de surveillance visant de simples citoyens. L'Amérique n'incarne pas simplement la stabilité ou l'absence de conflit, à n'importe quel prix. L'Amérique incarne une paix plus durable qui ne peut être le produit que des chances de réussir et de la liberté pour tout le monde, partout.

Voilà qui m'amène au quatrième et dernier élément du leadership américain. Notre disposition à agir au nom de la dignité humaine. Le soutien de l'Amérique à la démocratie et aux droits de l'homme dépasse le cadre de l'idéalisme : c'est une question de sécurité

nationale. Les démocraties sont nos amis les plus proches et elles sont bien moins susceptibles de partir en guerre. Les économies fondées sur des marchés libres et ouverts produisent de meilleurs résultats et deviennent des marchés pour nos marchandises. Le respect des droits de l'homme est un antidote contre l'instabilité et les motifs de plainte qui alimentent la violence et la terreur.

Un nouveau siècle n'a pas sonné le glas de la tyrannie. Dans les capitales à travers le monde – y compris, hélas, parmi certains des partenaires de l'Amérique – la société civile fait l'objet de mesures de répression. Le cancer de la corruption a enrichi trop de gouvernements et leurs sbires, et rempli de rage les citoyens, des villages esseulés aux places emblématiques. À voir ces tendances, ou les soulèvements violents dans certaines parties du monde arabe, il est facile de céder au cynisme.

Mais rappelez-vous qu'à cause des efforts de l'Amérique, à cause de la diplomatie américaine et de notre aide à l'étranger ainsi que des sacrifices de nos soldats, jamais autant de gens n'ont vécu sous des gouvernements élus, de toute l'histoire de l'humanité. La technologie donne des moyens d'action à la société civile sur lesquels aucune main de fer ne peut avoir d'autorité. De nouvelles inventions font sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté. Et même le soulèvement du monde arabe reflète le rejet d'un ordre autoritaire qui était loin d'être stable ; et il offre maintenant la perspective d'une gouvernance plus réceptive et plus efficace dans la durée.

Dans des pays tels que l'Égypte, nous reconnaissons que notre relation est ancrée dans des intérêts de sécurité – qu'il s'agisse par exemple des traités de paix avec Israël ou des efforts communs contre l'extrémisme violent. Nous n'avons donc pas mis fin à notre coopération avec le nouveau gouvernement, mais nous pouvons faire pression, et nous le ferons avec persistance, pour que soient adoptées les réformes exigées par le peuple égyptien.

Prenez aussi l'exemple de la Birmanie, un pays qui, il y a quelques années seulement, était une dictature bien enracinée et hostile aux États-Unis – 40 millions d'habitants. Grâce au courage énorme de la population de ce pays, et parce que nous avons pris

l'initiative diplomatique, nous avons vu des réformes politiques ouvrir une société naguère fermée, et les dirigeants birmanes s'éloigner d'un partenariat avec la Corée du Nord en faveur de l'engagement avec l'Amérique et ses alliés. Nous soutenons maintenant la réforme et la réconciliation nationale tant nécessaire par le biais de l'assistance et des investissements, en amadouant et, parfois, en émettant des critiques publiques. La tendance aux progrès pourrait s'inverser, mais si la Birmanie tient le pari nous aurons gagné un nouveau partenaire sans que nous ayons eu à tirer un coup de feu. Le leadership américain.

Dans chacun de ces cas, nous devons pas nous attendre à un changement du jour au lendemain. C'est pour cela que nous formons des alliances non seulement avec des gouvernements, mais aussi avec de simples citoyens. Car contrairement à d'autres pays, l'Amérique n'a pas peur d'autonomiser les individus ; leur autonomisation nous renforce. La société civile nous renforce. La liberté de la presse nous renforce. Les entrepreneurs et les petites entreprises pleins d'élan nous renforcent. Les échanges dans le domaine de l'éducation et les possibilités pour tous, pour les femmes et pour les filles, nous renforcent. Nous sommes comme ça. C'est ce que nous représentons. (Applaudissements)

Je l'ai observé lors d'une tournée en Afrique l'année dernière, où l'assistance américaine laisse envisager la perspective d'une génération sans sida et aide les Africains à prendre soin des personnes malades. Nous aidons les agriculteurs à acheminer leurs produits sur les marchés, pour qu'ils puissent nourrir leurs populations naguère menacées par la famine. Nous comptons doubler l'accès à l'électricité en Afrique subsaharienne pour que les gens puissent être connectés à la promesse de l'économie mondiale. Tout cela crée de nouveaux partenaires et réduit l'espace laissé au terrorisme et au conflit.

Hélas, aucune opération américaine de sécurité ne peut éradiquer la menace posée par un groupe extrémiste comme Boko Haram, le groupe qui a kidnappé des jeunes filles. C'est pour cela que nous devons chercher non seulement à les délivrer, mais aussi à soutenir les efforts entrepris par le Nigeria pour instruire ses jeunes. Cela

devrait être l'une des leçons apprises à la dure en Irak et en Afghanistan, où nos forces armées sont devenues les champions les plus résolus de la diplomatie et du développement. Elles ont compris que notre aide à l'étranger n'est pas une pensée après-coup, quelque chose de pas mal en marge de notre défense nationale, en marge de notre sécurité nationale. Cela fait partie de ce qui nous rend forts.

Au bout du compte, le leadership mondial nous oblige à voir le monde tel qu'il est, avec tous ses dangers et son incertitude. Nous devons être prêts pour le pire, prêts à toute éventualité. Mais le leadership américain nous oblige aussi à voir le monde tel qu'il devrait être – un monde où les aspirations des êtres humains comptent vraiment, où les espoirs et pas seulement les craintes font la loi, où les vérités inscrites dans nos documents fondateurs peuvent entraîner les courants de l'Histoire dans la direction de la justice. Et nous ne pouvons pas le faire sans vous.

* * * *

Que Dieu vous bénisse. Que Dieu bénisse nos hommes et nos femmes qui portent l'uniforme. Et que Dieu bénisse les États-Unis d'Amérique. (Applaudissements.)

(Fin des extraits)

Barack Obama

[1] « [Discours de Barack Obama à l'académie militaire de West Point](#) », par Barack Obama, Réseau Voltaire, 1er décembre 2009.

[2] « [Le Pentagone adopte la formule « 2, 2, 2, 1 »](#) », par Alfredo Jalife-Rahme, Traduction Arnaud Bréart, La Jornada (México), Réseau Voltaire, 27 mai 2014.

Source : « [Discours de Barack Obama à l'académie militaire de West Point](#) », par Barack Obama, *Réseau Voltaire*, 28 mai 2014, www.voltairenet.org/article184030.html